

**ACTION COLLECTIVE AUTORISÉE CONTRE
INTERVET CANADA CORP. ET INTERVET GESMBH**

Une action collective a été autorisée contre **Intervet Canada Corp.** et **Intervet GESMBH**. Elle porte le numéro **500-06-001003-199**. Jessica Gagnon et Alla Olenitch sont les représentantes du groupe.

Les allégations formulées par les représentantes dans le cadre de l'action collective n'ont pas été prouvées en Cour. Le jugement d'autorisation est une étape purement procédurale et ne se prononce pas sur l'innocuité du médicament Bravecto® ni sur le bien-fondé du recours, qui seront tranchés uniquement après qu'un procès complet sur le fond ait eu lieu.

L'action collective s'adresse à vous si entre le **2 juillet 2014** et le **2 novembre 2018** :

1. vous avez administré à votre chien un comprimé oral du médicament Bravecto (dose entre 112,5 mg et 1 400 mg) ; et
2. votre chien a ensuite développé l'une des conditions suivantes :
 - troubles du tractus digestif : vomissements, diarrhée, hypersalivation, diarrhée hémorragique;
 - troubles systémiques : léthargie, anorexie;
 - troubles de la peau et annexes : prurit, alopecie;
 - troubles neurologiques, convulsions, ataxie, tremblements musculaires ;
 - la mort.

Si vous souhaitez être inclus dans l'action collective, vous n'avez rien à faire. L'inscription est **gratuite** (aucun frais d'avocats) mais non essentielle à cette étape.

SI VOUS SOUHAITEZ VOUS EXCLURE DU GROUPE, vous devez envoyer un avis au :

Grefe de la Cour supérieure
Dossier **500-06-001003-199**
Palais de justice de Montréal
1 rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6

au plus tard dans les 30 jours de la date de la première publication de l'avis aux membres le 5 septembre 2023.

Un exemplaire du formulaire d'exclusion est disponible en ligne au www.eidinger.ca.

Si vous avez déjà intenté une poursuite individuelle contre Intervet Canada Corp. et/ou Intervet GESMBH dont disposerait le jugement final dans l'action collective, vous serez réputé être exclu du groupe. Pour pouvoir en faire partie, vous devez vous désister de cette poursuite individuelle au plus tard dans les **30 jours** du présent avis.

Les personnes qui sont exclues du groupe ne peuvent bénéficier d'un éventuel jugement ou entente de règlement qui accorderait une indemnisation aux membres du groupe.

**EIDINGER & ASSOCIÉS
AVOCATS - ATTORNEYS**

**POUR PLUS D'INFORMATIONS
Ou POUR S'INSCRIRE :**
EIDINGER & ASSOCIÉS AVOCATS
1350 rue Sherbrooke O., Suite 920, Montréal (Qc) H3G 1J1
Courriel: eidinger@eidinger.ca
TEL: (514) 284-2287 / FAX: (514) 284-3678
www.eidinger.ca

CET AVIS AUX MEMBRES ABRÉGÉ A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC. EN CAS DE DISPARTITÉ ENTRE L'AVIS ABRÉGÉ ET L'AVIS AUX MEMBRES COMPLET DONT COPIE EST DISPONIBLE AU WWW.EIDINGER.CA, LE TEXTE COMPLET PRÉVAUT.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO : 500-06-001003-199

COUR SUPÉRIEURE
Chambre des actions
collectives

JESSICA GAGNON

-et-

ALLA OLENITCH

DEMANDERESSES

c.

INTERVET CANADA CORP.

-et-

INTERVET GESMBH

DÉFENDERESSES

Date de première publication : 5 septembre 2023

AVIS AUX MEMBRES

(VOS DROITS POURRAIENT ÊTRE AFFECTÉS PAR LE CONTENU DU PRÉSENT AVIS)

1. **PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisée le 25 avril 2022, par l'Honorable Cour d'appel du Québec, siégeant en appel d'un jugement de la Cour supérieure du Québec, rendu le 26 novembre 2020, dans le district de Montréal, par l'Honorable juge Pierre-C. Gagnon (j.c.s.), à l'encontre d'Intervet Canada Corp. et d'Intervet GESMBH, dans le dossier 500-06-001003-199 (l'« **Action Collective** »), pour le compte des personnes physiques faisant partie du groupe ci-après, savoir :

*Toute personne résidant au Québec ayant administré à son chien, entre le 2 juillet 2014 et le 2 novembre 2018, un comprimé oral du médicament **Bravecto** (dose entre 112,5 mg et 1400 mg) et dont le chien a ensuite développé l'une des conditions suivantes :*

- *troubles du tractus digestif : vomissements, diarrhée, hypersalivation, diarrhée hémorragique;*
- *troubles systémiques : léthargie, anorexie;*

- *troubles de la peau et annexes : prurit, alopecie;*
- *troubles neurologiques, convulsions, ataxie, tremblements musculaires;*
- *la mort.*

(les « **Membres du groupe** »)

2. Les allégations faites par les représentants dans l'action collective n'ont pas été prouvées devant les tribunaux. Le jugement d'autorisation est une étape procédurale seulement qui ne se prononce pas sur la sécurité de Bravecto® ou sur le bien-fondé de la réclamation, qui ne sera décidée qu'après un procès complet.
3. Le statut de Représentantes pour l'exercice de l'Action Collective a été attribué à Jessica Gagnon et à Alla Olenitch.
4. Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes :

1. *les défenderesses ont-elles commis de nombreuses fautes notamment :*

- a) *des manquements au devoir général de ne pas causer de préjudice à autrui (art. 1457 C.c.Q.)?*

- b) *de violation aux obligations d'un commerçant ou fabricant imposées par la L.p.c. ?*

- c) *des manquements au devoir d'information du fabricant et du distributeur notamment par fausses représentations, par publicité trompeuse et par dissimulation d'information (arts. 1468, 1469 et 1473 C.c.Q.)?*

2. *les Membres du groupe ont-ils subi un préjudice indemnisable?*

3. *si oui, y a-t-il lieu à recouvrement collectif, à recouvrement individuel ou une combinaison des deux?*

5. Les conclusions recherchées par les Représentantes qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

ACCUEILLIR *la demande d'Action Collective des demanderesses et de chacun des membres du groupe qu'elles représentent pour le compte du groupe de personnes ci-après décrit :*

Toute personne résidant au Québec ayant administré à son chien, entre le 2 juillet 2014 et le 2 novembre 2018, un comprimé oral du médicament Bravecto (dose entre 112,5 mg et 1400 mg) et dont le chien a ensuite développé l'une des conditions suivantes :

- *troubles du tractus digestif : vomissements, diarrhée, hypersalivation, diarrhée hémorragique;*
- *troubles systémiques : léthargie, anorexie;*
- *troubles de la peau et annexes : prurit, alopecie;*
- *troubles neurologiques, convulsions, ataxie, tremblements musculaires;*
- *la mort.*

CONDAMNER *solidairement les défenderesses à verser aux demanderesses des dommages en fonction des chefs de réclamation ouverts et selon la preuve de calcul des indemnités qui sera administrée, incluant les intérêts et l'indemnité additionnelle ;*

ORDONNER *que les dommages précités fassent l'objet de réclamations individuelles selon les prescriptions des articles 599 à 601 du Code de procédure civile (1037 à 1040 ACPC), sous réserve de certains chefs de réclamation pouvant donner ouverture à un recouvrement collectif ;*

ORDONNER *aux frais des défenderesses la publication des avis aux membres prévus à l'article 1030 C.p.c. ;*

CONDAMNER *les défenderesses à tout autre remède jugé juste et raisonnable ;*

LE TOUT AVEC FRAIS, *incluant les frais pour les pièces, les expertises, les experts et leurs témoignages et les frais de publication d'avis.*

6. Le recours exercé par les Représentantes pour le compte des Membres du groupe consiste en :

Une Action Collective en dommages et intérêts pour i) manquement au devoir général de ne pas causer de préjudice à autrui (art. 1457 C.c.Q.) ii) manquement au devoir d'information du fabricant (arts. 1468, 1469 et 1473 C.c.Q.) iii) fausses représentations, fausse publicité, dissimulation d'information pertinente, avoir sciemment voulu retarder, la notoriété des dangers liés à l'ingestion du produit Bravecto (arts. 1400-1401 C.C.Q.) manquement aux obligations d'un commerçant ou fabricant imposées par la L.p.c., notamment à l'article 53 de cette Loi.

7. Tout Membre du groupe qui ne s'en sera pas exclu de la manière prévue ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur le recours collectif.
8. La date après laquelle un Membre du groupe ne pourra plus s'exclure (sauf permission spéciale) a été fixée à trente (30) jours après la dernière publication de cet avis.

9. Un Membre du groupe qui n'a pas déjà formé de demande personnelle, peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal, par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion, à l'adresse suivante :

Greffes de la Cour Supérieure
A/S 500-06-001003-199
Palais de justice de Montréal
1 rue Notre-Dame Est
Montréal, Qc
H2Y 1B6

Un formulaire d'exclusion est aussi disponible à l'adresse suivante : www.eidinger.ca.

10. Tout Membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion de 30 jours à l'adresse ci-haut décrite.
11. Un Membre du groupe autre qu'un représentant ou intervenant ne peut être appelé à payer les frais de l'Action Collective.
12. Si vous souhaitez être inclus dans l'Action Collective, vous n'avez rien à faire.
13. Vous pouvez aussi participer dans l'Action Collective. Un Membre du groupe peut intervenir si cela est considérée utile au groupe. Un Membre du groupe intervenant peut être tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable. Un Membre du groupe qui n'intervient pas à l'Action Collective ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable que si le Tribunal le considère nécessaire.
14. Cet avis aux membres et sa publication a été approuvé par la Cour supérieure du Québec.
15. Aux fins de la présente Action Collective, les Représentantes Jessica Gagnon et Alla Olenitch ont élu domicile au cabinet de leurs avocats et pour toute information additionnelle, vous pouvez communiquer avec les procureurs des représentantes aux coordonnées suivantes:

Me Robert Eidinger
Eidinger & Associés
1350, rue Sherbrooke Ouest, bureau 920
Montréal, Québec, H3G 1J1
Téléphone : (514) 284-2287 / Télécopieur : (514) 284-3678

Courriel : eidinger@eidinger.ca Site web : www.eidinger.ca

**CLASS ACTION AUTHORIZED AGAINST
INTERVET CANADA CORP. AND INTERVET GESMBH**

A Class Action has been authorized against **Intervet Canada Corp.** and **Intervet GESMBH**. The file bears the number **500-06-001003-199**. The Representatives of all Class Members are Jessica Gagnon et Alla Olenitch.

The allegations made by the Representatives in the Class Action have not been proven in Court. The authorization judgment is a procedural step only that does not rule on the safety of Bravecto® or on the merits of the claim, which will only be decided after a full trial has taken place.

This Class Action concerns you if between **July 2, 2014**, and **November 2, 2018**:

1. You have administered to your dog an oral tablet of Bravecto medicine (dose between 112.5 mg and 1400 mg); and
2. Your dog has thereafter developed one of the following conditions:
 - *Digestive tract disorders: vomiting, diarrhea, hypersalivation, hemorrhagic diarrhea;*
 - *Systemic disorders: lethargy, anorexia;*
 - *Skin and annexes disorders: pruritus, alopecia;*
 - *Neurological disorders, convulsions, ataxia, muscle tremors;*
 - *Death.*

If you wish to be included in the Class Action, you have nothing to do. Registration is **free** (no lawyers' fees) but not mandatory at this stage.

IF YOU DO NOT WISH TO BE PART OF THE CLASS (OPTING OUT), you must send a notice to:

Registry of the Superior Court
Court file **500-06-001003-1999**
Montreal Courthouse
1 Notre-Dame Street East, Montreal (Quebec) H2Y 1B6

no later than 30 days from the date of the first publication of this Notice to members September 5th, 2023.

A sample of an opt out form is available online at www.eidinger.ca.

If you have already filed an individual lawsuit against Intervet Canada Corp. and/or Intervet GESMBH that would be subject to a final judgment in the Class Action, you will be deemed to have opted-out of the Class Action if you do not discontinue the individual lawsuit no later than **30 days** after the date of publication of this notice.

Persons who are excluded from the Class cannot benefit from any judgment or settlement agreement that would award compensation to the Class Members.

**EIDINGER & ASSOCIÉS
AVOCATS - ATTORNEYS**

**FOR MORE INFORMATION
or TO REGISTER:**
EIDINGER & ASSOCIÉS ATTORNEYS
1350 Sherbrooke Street O., Suite 920, Montreal (Qc) H3G 1J1
E-mail: eidinger@eidinger.ca
TEL: (514) 284-2287 / FAX: (514) 284-3678
www.eidinger.ca

**THIS ABRIDGED NOTICE TO MEMBERS WAS APPROVED BY THE
QUEBEC SUPERIOR COURT. IN THE EVENT OF A DISCREPANCY
BETWEEN THE ABRIDGED NOTICE AND THE COMPLETE NOTICE TO
MEMBERS, A COPY OF WHICH IS AVAILABLE AT WWW.EIDINGER.CA,
THE COMPLETE TEXT SHALL PREVAIL.**

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL
NO : 500-06-001003-199

SUPERIOR COURT
Class Actions Division

JESSICA GAGNON

-and-

ALLA OLENITCH

PLAINTIFFS

v.

INTERVET CANADA CORP.

-and-

INTERVET GESMBH

DEFENDANTS

Date of first publication: September 5, 2023

NOTICE TO MEMBERS

NOTICE OF A CLASS ACTION AUTHORIZATION AGAINST THE FOLLOWING RESPONDENTS:

(YOUR RIGHTS MAY BE AFFECTED BY THE CONTENT OF THIS NOTICE)

1. **TAKE NOTICE** that a class action was authorized on April 25, 2022, by the Honourable Quebec Court of Appeal, sitting in appeal of a judgment of the Superior Court of Quebec rendered on November 26, 2020, in the district of Montreal, by the Honourable Juge Pierre-C Gagnon (J.C.S.), against Intervet Canada Corp. and Intervet GESMBH, in file number 500-06-001003-199 (the "**Class Action**"), on behalf of the individuals, namely:

*Any person residing in Quebec who administrated an oral tablet of the drug **Bravecto** (dose between 112.5 mg and 1400 mg) to his or her dog, between July 2, 2014, and November 2, 2018 and whose dog subsequently developed one of the following conditions:*

- *digestive tract disorders: vomiting, diarrhea, hypersalivation, hemorrhagic diarrhea;*
- *systemic disorders: lethargy, anorexia;*
- *skin and annexes disorders: pruritus, alopecia;*

- *neurological disorders, convulsions, ataxia, muscle tremors;*
 - *death.*
- (the “**Class Members**”).
2. The allegations made by the Representatives in the Class Action have not been proven in Court. The authorization judgment is a procedural step only that does not rule on the safety of Bravecto® or on the merits of the claim, which will only be decided after a full trial has taken place .
 3. Jessica Gagnon and Alla Olenitch were granted status as Class Action Representatives.
 4. The principal issues of fact and law to be addressed collectively are as follows:
 1. *Did the Defendants commit numerous faults, including:*
 - a) *Breaches of the general duty not to harm others (Section 1457 Q.C.C.)?*
 - b) *Breach of the obligations of a merchant or manufacturer defined in the C.P.A.?*
 - c) *Breaches of the manufacturer's or distributor's duty to inform, in particular by way of misrepresentations, misleading advertising and concealment of information (Sections 1468, 1469 et 1473 Q.C.C.)?*
 2. *Have the Class Members sustained compensable harm?*
 3. *If so, should collective recovery, individual recovery or a combination of the two be ordered?*
 5. The conclusions sought by the Representatives that relate to these issues are as follows:

GRANT the Plaintiffs Class Action demand of the Plaintiffs’ and each of the Class Members they represent on behalf of the individuals group described hereinafter:

Any person residing in Quebec having who administrated an oral tablet of the drug Bravecto (dose between 112.5 mg and 1400 mg) to his or her dog between July 2, 2014, and November 2, 2018 and whose dog subsequently developed one of the following conditions:

- *digestive tract disorders: vomiting, diarrhea, hypersalivation, hemorrhagic diarrhea;*
- *systemic disorders: lethargy, anorexia;*
- *skin and appendages disorders: pruritus, alopecia;*
- *neurological disorders, convulsions, ataxia, muscle tremors;*
- *death.*

CONDEMN the Defendants jointly and severally to pay damages to the Plaintiffs in accordance with the types of damages available and

according to the proof of indemnity calculation which will be adduces, including interest and the additional indemnity;

ORDER *that the damages mentioned above be subject to individual recovery in accordance with the requirements of Articles 599 to 601 of the Code Civil Procedure (1037 to 1040 of the former Code), under reserve of certain types of damages that may be subject to collective recovery;*

ORDER *at the expense of the Defendants the publication of notices to members provided for in Article 591 C.P.C.;*

CONDEMN *the Defendants to any further relief as may be just and proper;*

THE WHOLE WITH COSTS, *including the costs for the exhibits, expert reports, experts and their testimony and the costs of publications of the notices.*

6. The recourse exercised by the Representatives on behalf of the Class Members consists of:

A class action in damages for: i) breach of the general duty not to harm others (Art. 1457 Q.C.C.); ii) breach of the manufacturer's duty to inform (arts. 1468, 1469 and 1473 Q.C.C.); iii) false representations, misleading advertising and concealment of relevant information, knowingly seeking to delay the notoriety of the risks related to the ingestion of Bravecto (1400-1401 Q.C.C.), breach of the obligations of a merchant or manufacturer defined in the C.P.C., in particular in Section 53 of this statute.

7. Any Group Member does not opt out as provided below shall be bound by any judgment to be entered in the Class Action.
8. The date after which a Class Member may not opt out (except by special permission) has been set at thirty (30) days after the first publication of this notice.
9. A Class Member who has not already filed a personal application may exclude himself or herself from the Class Action by notifying the Clerk of the Superior Court of the District of Montreal, by registered or certified mail before the expiration of the exclusion period, at the following address:

Office of the Superior Court
C/O 500-06-001003-199
Montreal Courthouse
1 Notre-Dame Street East
Montreal, Quebec
H2Y 1B6

An opt-out form is also available at the following address: www.eidinger.ca.

10. A Class Member who has not made a claim that would be subject to a final judgment in the Class Action is deemed excluded from the Class Action if he or she does not withdraw his or her claim before the expiration of the 30-day exclusion period at the address described above.
11. A Class Member other than a representative or an intervenor may not be called upon to pay the costs of the Class Action.
12. If you wish to be included in the Class Action, you do not need to do anything.
13. You can also participate in the Class Action. A Class Member may intervene if this is considered helpful to the Class Members. An intervening Class Member may be required to submit to discovery. A Class Member who does not intervene in the Class Action may be subject to discovery only if the Court considers it necessary.
14. This notice to members and its publication has been approved by the Superior Court of Quebec.
15. For the purposes of this Class Action, Representatives Jessica Gagnon and All Olenitch have elected domicile at the offices of their attorneys and for any additional information, you may contact the attorneys of the Representatives at the following coordinates:

Me Robert Eiding
Eiding & Associates
1350 Sherbrooke Street West, Suite 920
Montreal, Quebec, H3G 1J1
Telephone: (514) 284-2287 / Fax: (514) 284-3678
Email: eidinger@eidinger.ca Web Site: www.eidinger.ca

FORMULAIRE D'EXCLUSION

Action collective **JESSICA GAGNON** et **ALLA OLENITCH c. INTERVET CANADA CORP.** et **INTERVET GESMBH**

Identification du membre du groupe :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse domicile : _____
No civique Rue app.

Téléphone : _____
Résidence Travail

Déclaration :

Je, soussigné, _____, déclare ce qui suit :
(en lettres moulées)

1. Je suis membre du Groupe décrit à l'action collective;
2. Je désire m'exclure de l'action collective et je comprends qu'en se faisant, je ne serai pas lié par un jugement final dans la présente instance ni par tout règlement hors cour pouvant intervenir.

ET J'AI SIGNÉ CE _____ 2023

Signature

Au plus tard le **5 octobre 2023**, le présent formulaire doit être déposé ou transmis au Greffier de la Cour supérieure, la date d'oblitération postale faisant foi, à l'adresse ci-après :

Grefe de la Cour Supérieure
500-06-001003-199
Palais de justice de Montréal
1 rue Notre-Dame Est
Montréal, Qc
H2Y 1B6

EXCLUSION FORM

Class Action **JESSICA GAGNON** and **ALLA OLENITCH** vs. **INTERVET CANADA CORP.** and **INTERVET GESMBH**

Identification of the Class Member:

Name: _____ Surname: _____

Domicile Address: _____
Civic No. Street Apt.

Telephone: _____
Residence Work

Declaration :

I, the undersigned, _____, declare the following:
(in block letters)

1. I am a member of the Class described in the Class Action;
2. I wish to be excluded from the Class Action and I understand that by doing so, I will not be bound by a final judgment in the present file nor by any settlement out of Court.

AND I HAVE SIGNED THIS _____, 2023

Signature

No later than **October 5, 2023**, this form must be filed or transmitted to the Clerk of the Superior Court on the date of postmark as proof, at the following address:

Superior Court Registry
500-06-001003-199
Montreal Court House
1 Notre-Dame Street East
Montreal, Quebec
H2Y 1B6